Intervention de la délégation de l'Ukraine sur le point 7 de l'ordre du jour de la 60-me session de SCJ de COPUOS

« Législations nationales relatives à l'utilisation pacifique de l'espace extraatmosphérique»

(Nataliia Malysheva)

Monsieur le Président,

Je vous remercie de me donner la parole afin de participer aux échanges généraux d'information sur les législations nationales relatives à l'exploration et à l'utilisation pacifiques de l'espace extra-atmosphérique et de vous informer sur les nouveautés du developpement de la législation spatiale en Ukraine.

Monsieur le Président,

Il y a deux ans, que l'Ukraine s'est engagée dans une réforme majeure de la législation spatiale. Cela était dû au fait que notre loi fondamentale Sur les activités spatiales a été adoptée en 1996 et répondait depuis longtemps aux besoins des relations spatiales. Après tout, les activités spatiales en Ukraine étaient jusqu'à dernier temps la prérogative exclusive des acteurs étatiques. Des changements importants ont eu lieu récemment.

Tout d'abord, l'Ukraine a annoncé un cours pour la commercialisation des activités spatiales. De nouveaux acteurs, non seulement publics mais aussi privés, ont été autorisés à s'engager dans certains types d'activités spatiales. Un nouvel environnement concurrentiel devait être mis en place. Des modifications de la législation, donc, sont devenues nécessaires. Et ces modifications ont été apportées: en premier lieu – dans la loi Sur les activités spatiales ainsi que dans la législation sur l'entrepreneuriat, sur le licence, sur le système des permis, sur les principes de base de la surveillance de l'État dans le domaine des activités économiques et quelques autres. Pour certains types d'activités spatiales insignifiantes, l'institut de déclaration sur les activités planifiées a été mis en place.

Parmi les changements importants portés dans la législation spatiale de l'Ukraine qui ont été réalisés cette dernière année il est impossible de ne pas mentionner la création du Ministère des industries stratégiques, dont les principales tâches comprennent

l'élaboration des politiques dans le domaine des activités spatiales. En conséquence, en Ukraine ont apparu 2 organismes étatiques ayant les pouvoirs de surveillance des activités spatiales, dont la répartition des compétences est à l'ordre du jour actuel.

Monsieur le Président,

Notre réforme législative en matière des activités spatiales n'est qu'au début. Nous espérons vivement qu'à la prochaine session de notre sous-comité, nous serons en mesure de vous rendre compte de son achèvement. Nous prévoyons de modifier la législation sur l'assurance des activités spatiales, sur l'immatriculation des objets lancés dans l'espace extra-atmosphérique, ainsi que de réglementer les activités de télédétection, de navigation par satellite et certaines d'autres.

Merci pour votre attention.